

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
s. 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

Plans établis par
M. Coppin, géomètre-expert

SIXIÈME LISTE DE SOUSCRIPTION POUR REIMS

Souscription de l'Alsace-Lorraine pour les provinces martyres	33.000 »
Banque Morgan Harjes	2.000 »
Association des Réfugiés Mar-nais de la Côte-d'Or	200 »
M. et Mme Voos	1.000 »
Mlle Baudin, institutrice à Reims	20 »
M. Gustave Goerg	500 »
M. José Batet Hijo	200 »
M. Lucien de Tassigny	200 »
Mme Lhautein, institutrice à Reims	50 »
Société de la Raffinerie Som-mier	1.000 »
M. Chevallier-Appert	100 »
M. Raymond Koechlin	100 »
Mlle Cavarrot	200 »
Anonyme	500 »
Soirée organisée par l'Associa-tion des Réfugiés Marnais en Côte-d'Or, le 12 mars, à Dijon	1.423 95
Mme Mareschal	1.000 »
Société Omnia Cinéma	100 »
Société Nestlé	500 »
Une anonyme	50 »
Mme Henri Lochet	500 »
Offrandes versées dans un tronc placé à la cantine de la rue Libergier	150 »
M. A. Schoen	500 »
Lieutenant Pierre Rodocana-chi	2 50
Anonyme	100 »
Mlle Fouriaux	200 »
MM. Morillon, Corvol et Cie	200 »
M. Louis de Rezeude	100 »
Mme Jules Porgès	500 »
Tombola et fête organisées par les maîtresses et les élèves de l'Ecole La Bruyère, 3, rue Marcel-Renault, à Pa-ris	450 »
Mme Willy Blumenthal	1.000 »
M. et Mme Martin	100 »
M. et Mme de Bruignac	200 »
Maison Coquereau, Duny et Cie	20 »
M. et Mme Enjalbert Den-fert-Kochereau	500 »
M. et Mme Ch. Marteau	200 »
M. G. Raboisson	500 »
Mme Jonet, institutrice à Reims	20 »
M. Fernand Quenardel	500 »
Offrandes versées dans un tronc placé à la cantine de la rue de Laon	50 »
Une réfugiée de Reims	5 »
Comtesse Albert de Mun	100 »
Compagnie Algérienne	1.000 »
Hôtel Ritz	100 »
M. A. Viel, ancien directeur de la Société Générale à Reims	100 »
Anonyme	100 »
Comtesse d'Eu	100 »
M. A. Chaumet, avocat à la Cour d'Appel de Paris	100 »
Mme Ernest Chausson	100 »
M. Dhomme, préfet de la Nièvre	200 »
Mme Labarraque-Walbaum	1.000 »
Mme Aubert	100 »
Mme J. Périnet	2.000 »
Mme Maurice Merlan	100 »
M. Paul Jamot	1.500 »
MM. Roullot et Delamain	250 »
M. Eiffel	1.000 »
Cie des Mines de Mokta-el-Hadid	1.000 »
Société minière et métallurgi-que de Penarroya	1.000 »
M. et Mme Paul Rozey	1.000 »
Princesse Jean de Broglie	500 »
M. et Mme Adolphe Salles	1.000 »
Mme Paul David	1.000 »
M. Joseph Grew	500 »
Mme Halphen	1.000 »
M. et Mme Benjamin Nor-mant	1.000 »
M. Robert Brunette	10.000 »
Total de la 5^e liste	73.791 45
Erratum de la 5 ^e liste : Mme Vve Louis Garnier : au lieu de fr. 20, lire fr. 1.000, soit une différence à ajouter de	980 »
Total de la 6^e liste	74.771 45
Montant des listes précédentes	501.561 50
Total à ce jour	576.332 95

Erratum à la 4^e liste : Au lieu de : M. et Mme Goullard, fr. 10.000, lire : MM. Wal-saum et Goullard, fr. 10.000.

POUR LA SÉCURITÉ DE LA FRANCE UNE RÉOLUTION EST VOTÉE AU SÉNAT

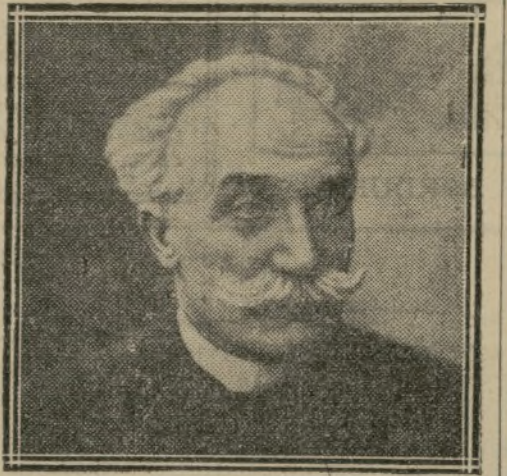
La Haute Assemblée compte sur le gouvernement pour assurer, en coopération avec les Alliés, toutes garanties d'ordre militaire qui sont indispensables.

UNE MOTION A LA CHAMBRE

Elle a trait aux indemnités dues par l'Allemagne en violation de ses engagements.

Le Sénat a adopté hier, à l'unanimité de 227 votants, la motion suivante, que lui présentait la commission des Affaires étrangères, saisie, la veille, de la proposition de MM. Méline et Paul Doumer, dont nous avons donné ici le texte :

Le Sénat, certain d'être l'interprète de la nation, qui a payé de lourds et sanglants sacrifices le droit d'obtenir une paix durable, compte sur le gouvernement pour assurer, en coopération avec les Alliés, toutes



M. DE SELVES
(Photo Manuel.)

tes les garanties d'ordre militaire indispensables à la sécurité de la France et à la liberté du monde.

Il a repoussé, par 218 voix contre 8, une addition de M. Flaissières ainsi conçue :

Le Sénat repousse énergiquement tout projet dissimulé ou explicite d'annexion territoriale, l'Alsace-Lorraine revenant tout simplement à sa nationalité de 1870.

— Si j'ai le sentiment le plus légitime contre le peuple allemand d'aujourd'hui, j'ai dit le sénateur socialiste des Bouches-du-Rhône, j'ai la certitude que ce peuple, sous le souffle de la liberté, ne devra plus dans quarante ans supporter la même condamnation.

M. Savary avait protesté :

— Je ne vois pas d'annexion déguisée dans la disposition relative au bassin de la Sarre, qui est une réparation des dommages effroyables de l'ennemi dans notre pays, avait-il dit : je ne la vois pas davantage dans l'occupation de la rive gauche du Rhin.

M. de Selves, président de la commission, avait demandé au Sénat de voter la motion présentée par cette dernière, sans addition ni réserve. M. Stéphen Piehon, ministre des Affaires étrangères, avait convié l'Assemblée à s'en remettre au gouvernement pour obtenir, en coopération avec les Alliés, toutes les garanties nécessaires à la sécurité du pays et aux réparations qui lui sont dues.

Des réparations que doit aussi l'Allemagne

La proposition de M. Jules Roche, relative aux actes commis par l'Allemagne en violation de ses obligations et de ses engagements, vient d'être adoptée par la commission des affaires extérieures de la Chambre dans le texte suivant :

La Chambre compte sur le gouvernement pour obtenir, dans le plus bref délai, la réalisation des sanctions stipulées par les Etats alliés dans la convention qu'ils ont signée, du 18 octobre 1907 au 30 juin 1908, et en vertu de laquelle la France a droit aux indemnités qui lui sont dues à raison des actes commis par l'Allemagne en violation de ses obligations et de ses engagements.

M. Paul Eschard a présenté un rapport qui sera discuté cet après-midi par la Chambre.

LA JOURNÉE DE TRAVAIL DE 8 HEURES

Elle commencera à être appliquée à partir du 1^{er} juin dans l'industrie métallurgique et minière

L'IMPRESSION A LA C. G. T. ET DANS LES MILIEUX SYNDICALISTES EST EN GÉNÉRAL FAVORABLE A LA NOUVELLE LOI SOUS BÉNÉFICE DE QUELQUES RÉSERVES

Les représentants de la Fédération des ouvriers en métaux de France, et ceux de l'Union des Industries métallurgiques, minières et annexes, comprenant 53 groupements patronaux des plus puissants, ont conclu un contrat qui constitue un pas décisif vers l'entente du capital et du travail. Aux termes de ce contrat, la journée de huit heures de travail effectif sera appliquée, sur la base que le développement du machinisme et des méthodes rationnelles de travail permettront à la production de retrouver rapidement l'équilibre indispensable au bien-être général, et qu'en aucun cas la journée de huit heures n'entraînera de diminution de salaires.

La mise en application de la journée de huit heures s'effectuera, en principe, à partir du 1^{er} juin 1919. Dans les établissements à feu continu, la réforme, qui se heurte à des difficultés spéciales, ne pourra être réalisée que six mois après la signature des préliminaires de paix.

A la Confédération générale du travail, M. Laurent nous a déclaré que la loi donnait, en principe, satisfaction aux travailleurs. Elle réalise des desiderata exprimés par

EXCELSIOR IMPORTANT DÉBAT A LA CHAMBRE LA RÉFORME ÉLECTORALE EST VOTÉE PAR 287 VOIX CONTRE 138

Le système Dessoye, présenté par la commission, est accepté. C'est une transaction entre majoritaires et proportionnalistes.

Répondant à M. Pams, ministre de l'Intérieur, M. Aristide Briand obtient un vif succès en adjurant ses collègues de choisir la transaction qui leur était proposée.

La Chambre a voté, hier, l'ensemble du projet de réforme électorale. Comme il était à prévoir, après le vote de l'amendement Bouffandeau, elle s'est ralliée au système primitif de la commission, qui ne fait jouer la représentation proportionnelle et le quotient qu'à défaut de majorité absolue. C'est au Sénat qu'il appartient maintenant de se prononcer.

Un discours de M. Jules Pams, ministre de l'Intérieur, discours très goûté par les adversaires de la réforme, et une réplique de M. Aristide Briand, chaleureusement applaudie par ses partisans, ont marqué la séance d'hier matin.

À la première partie de l'article 11 constituée par l'amendement Bouffandeau, qui proclame élus les candidats qui ont obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, M. Crolard proposait cette addition :

— Toutefois, le nombre de sièges ainsi attribués à la majorité ne devra pas dépasser la moitié, plus un, des sièges de la circonscription.

M. Dessoye, rapporteur, combattit l'amendement au nom de la commission. M. Charles Benoist déclara également qu'il ne le voterait pas.

— La discussion de cette loi a déjà donné un spectacle suffisant d'incohérence, dit le père de la R. P., et la Chambre n'a rien à gagner à continuer dans cette voie.

M. Charles Benoist ajouta que, désirant une solution, il irait jusqu'à voter le système Dessoye qu'il considère, non comme une transaction, mais comme une transition.

Intervention de M. Pams

M. Pams, ministre de l'Intérieur, qui, depuis le début de la discussion, était resté silencieux au banc du gouvernement, monta alors à la tribune.

Il rappela que le gouvernement n'avait jamais eu l'intention d'intervenir dans le débat. Cependant, en présence des votes contradictoires émis, il déclara qu'il avait le droit de mettre la Chambre en garde.

M. Pams indiqua que le gouvernement aurait le devoir d'appliquer la loi votée par les deux Assemblées.

— Eh bien, dit-il, si le sort pas de vos délibérations un texte clair, il prévoit des difficultés d'application presque insurmontables.

Le ministre termina par une pointe à l'adresse de M. Aristide Briand.

J'ai pour M. Briand la plus vive admiration, dit-il. Il est une des forces de ce pays et vous avez applaudi son discours en faveur de la réforme. Mais, puisqu'il a dit que la R. P. ne pouvait fonctionner qu'avec

des partis organisés, je lui demande respectueusement de quel parti il se recommandera ?

Quelques sourires et quelques applaudissements accueillirent cette conclusion. M. Aristide Briand monta aussitôt à la tribune.

La réplique de M. Aristide Briand

En pleine forme, d'une excellente humeur, qu'il fit d'ailleurs partager à toute la Chambre, l'ancien président du Conseil manifesta d'abord quelque surprise.

— M. le ministre de l'Intérieur intervient, dit-il. Il n'est jamais trop tard pour bien faire ! Mais le goût qu'il semble marquer maintenant pour la proportionnelle dans toute sa pureté me fait me demander si, au moment où nous allons faire, pour aboutir, l'effort de transaction indispensable, son intervention n'est pas une forme d'inquiétude ?

M. Aristide Briand s'étonna que le gouvernement ait attendu si longtemps pour mettre la Chambre en garde contre les inconvénients du système de la commission :

— Quand on a voté l'amendement Bracke, dit-il, M. le ministre de l'Intérieur a laissé passer. La réforme n'éveillait donc pas d'inquiétude en lui. Aujourd'hui, on revient au système de la commission, M. le ministre est agité...

L'ancien président du Conseil demanda si, en présence de l'amendement Bracke, le ministre de l'Intérieur ne se disait pas : « Il présente le minimum de périls, car il sera impossible de trouver au Sénat une majorité pour la proportionnelle » ?

On rit sur de nombreux bancs. M. Aristide Briand poursuivit :

— Votre inquiétude actuelle me donne, à moi, de grandes espérances ! En effet, si nous nous mettons d'accord sur le texte de la commission auquel nous ramène l'amendement Bouffandeau, alors la réforme est faite.

On applaudit longuement.

L'orateur ajouta :

— Vous aurez à l'appliquer, vous verrez — car vous serez encore vivant — vos inquiétudes ne vous conduiront pas à tom-beau et je vous en félicite — vous verrez que la loi sera facilement applicable...

M. Briand affirma, d'autre part, que le Sénat accepterait le système de la commission, qui fait une large part à la majorité.

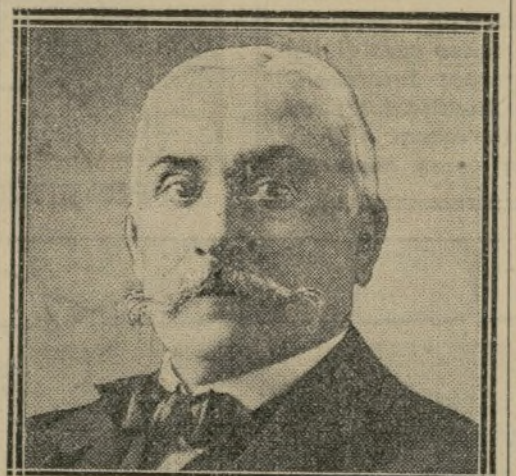
En dernier lieu, l'ancien président du Conseil répondit à la question de M. Pams :

— Vous m'avez demandé de quel parti je me recommandais, dit-il. Que votre inquiétude, que votre angoisse aient bien voulu se fixer sur ma faible personne, c'est un

bien grand honneur pour moi. Mais si vous n'avez que cet argument pour combattre la réforme, rassurez-vous ! Je trouverai bien un parti. Je m'arrangerai pour cela !

De vifs applaudissements, des sourires soulignèrent encore cette réplique. M. Briand rappela enfin que le scrutin d'arrondissement avait été plusieurs fois condamné.

— Si vous ne voulez pas de la réforme électorale, dites-le, s'écria-t-il. Si vous la voulez, faites à vos convenances person-



M. PAMS
(Photo Manuel.)

nelles les sacrifices nécessaires. Saisissez la transaction qu'on vous propose et votez la réforme !

Une ovation fut faite à l'ancien président du Conseil.

L'amendement Crolard fut repoussé par 443 voix contre 41.

La discussion continua, l'après-midi, par un défilé d'amendements.

L'article 11 est voté

À 7 heures du soir, l'article 11, — qui constitue en somme le nœud de la réforme, — était adopté, malgré l'opposition de M. Paul Bourdieu, par 312 voix contre 167, avec le texte de la commission.

Il est ainsi conçu :

Sont élus les candidats qui ont obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés. S'il reste des sièges à pourvoir, il sera procédé comme suit à leur répartition :

On détermine le quotient électoral en divisant le nombre des suffrages exprimés par celui des sièges attribués à la circonscription.

On détermine la moyenne de chaque liste en divisant par le nombre de ses candidats le total des suffrages qu'ils ont obtenus.

Il est attribué à chaque liste autant de sièges que sa moyenne contient de fois le quotient électoral.

Les sièges restants, s'il y a lieu, seront attribués à la liste qui aura la plus forte moyenne.

Les sièges seront, dans chaque liste, attribués aux candidats qui auront réuni le plus de suffrages.

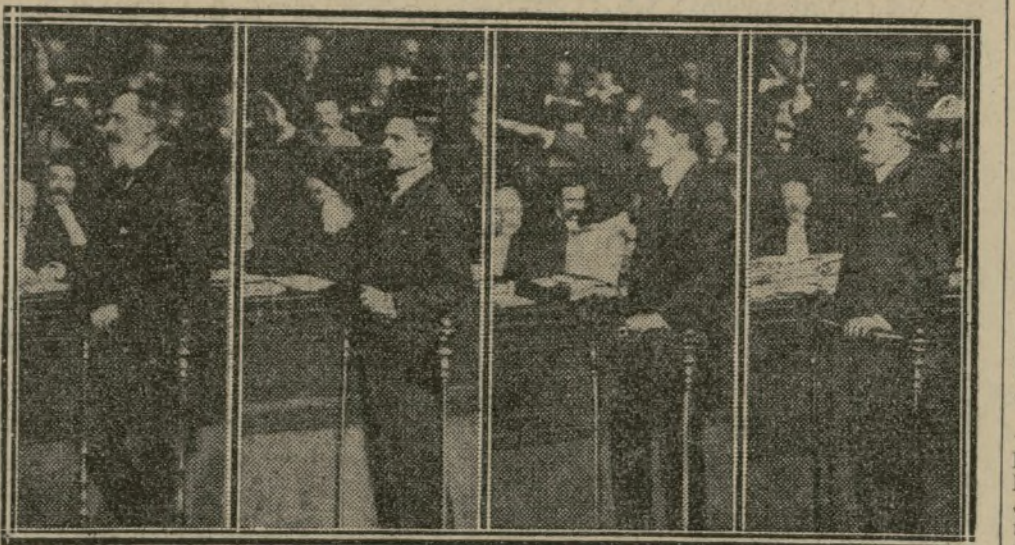
Dès ce moment, la réforme était votée. Rapidement, en effet, la Chambre adopta les derniers articles.

M. Pierre Berger et plusieurs de ses collègues avaient déposé un article additionnel tendant à donner le droit de vote aux veuves et, à défaut, aux mères des militaires tués à l'ennemi. Retirée par ses auteurs, cette proposition fut reprise et soutenue par M. Jules Delahaye. Elle fut écartée par 375 voix contre 113.

On arriva à l'ensemble. Plusieurs orateurs vinrent expliquer leur vote. M. Jacques-Louis Dumosnil annonça qu'il s'abstenait. M. Renaudel déclara qu'il voterait la réforme, comme un premier pas vers la justice électorale et, aussi, vers la réforme administrative.

L'ensemble de la loi fut voté, par 287 voix contre 138 après pointage. — LÉOPOLD BLOND.

L'AFFAIRE LENOIR-DESOUCHES-HUMBERT-LADOUX



M. BAUER M. MARCHAL M. PERIER M. RICHARD
Quatre des témoins qui ont fait, hier, leur déposition au 3^e conseil de guerre

AU 3^e CONSEIL DE GUERRE

LA DISPARITION DU CRYPTOGRAMME

M. Richard, ancien directeur de la régie générale et conseiller d'Etat, explique comment ce document fut placé dans le dossier Berthon.

LES AUTRES DÉPOSITIONS

Auparavant avaient défilé à la barre des témoins : MM. Renier, Bauer, Marchal, Périer et du Mesnil.

Une grande partie de l'audience était occupée par des discussions financières relatives à la vente du cryptogramme. M. Renier, entrepreneur de publication, muni de la vente du Journal. Il avait fait à la famille Lenoir. Il conseilla à Humbert de placer le document technique plutôt que d'administrer.

La commission d'un million versée à Lenoir ne vous a pas étonné ?

— Non, puisque l'argent était fourni par sa famille.

MM. Bauer et Marchal, banquiers de la rue de la Harpe, ont accompagné celui-ci lors de sa venue à M. Humbert. L'affaire n'eut aucune suite à ce moment, M. Humbert ayant traité avec Lenoir.

Telle est la substance de leurs déclarations successives. M. Bauer reconnaît, outre, qu'il a donné à Bolo une lettre recommandée pour le fameux Paris-Ted.

M. Edmond Périer, qui fut l'associé de MM. Marchal et Bauer dans la banque et C^{ie} et qui, depuis, a gagné contre un important procès, fait une longue déposition se rapportant surtout aux relations après son départ, de MM. Marchal et Bauer avec Bolo et Pavenschild. Les vêtements nécessaires auxquels il fut procédé pour passer les fonds de Bolo de la Deutsche Bank jusqu'à la banque Morgan, dit-il, furent empreintes digitales, non de M. Humbert, mais de ses anciens associés.

— Ces vêtements, conclut le président, servi à masquer l'origine des fonds à Bolo.

M. Edmond du Mesnil, directeur Rappet, accepta de Bolo une souscription de 150.000 francs pour l'augmentation du capital de la société de ce journal. Il ne fut pas question de la vente du Journal.

La Sûreté générale, à la préfecture de police, les réponses furent favorables. C'est lui qui présenta Bolo à M. Humbert, mais il ignore tout de la vente du Journal.

La seule impression qu'il ait rapportée, c'est que MM. Marchal et Bauer paraissent assez d'accord avec Bolo dans pourparlers avec M. Humbert.

— C'est l'impression qu'a eue également Humbert, fait remarquer M. de M. Gaffier.

Le cas du capitaine Ladoux

Le capitaine Ladoux, s'il fut mêlé à des tractations entre Humbert et Lenoir, en qualité de chef du 2^e bureau de renseignements au ministère de la Guerre, n'a mêlé aux débats de cette affaire qu'à titre de témoin.

En ce qui le concerne son cas est tout à fait clair : il est inculpé d'avoir fait disparaître une pièce d'un dossier de son service. Cette pièce, c'est l'original du cryptogramme adressé à M. Humbert, et remis par ce dernier au capitaine Ladoux. A ce tour, le chef du 2^e bureau le soumit à l'examen de la conférence quotidienne des chefs de service de l'Intérieur et de la Guerre, qui présidait le directeur de la Sûreté générale.

M. Sébille, contrôleur général de l'Intérieur, est entendu le premier, il assista à la conférence et à la lecture du cryptogramme. Il se rappelle qu'aucune suite ne fut donnée à cette affaire.

M. Labussière, directeur actuel de la Sûreté générale, fait une déclaration identique. Il crut surtout à une mystification.

Avec M. Richard, conseiller d'Etat, était directeur de la Sûreté générale, il présidait la conférence en mars 1916. Il se rappelle :

— Le cryptogramme, remis le 26 mars 1916, traduisait, dit-il, l'avis d'un général, le surintendant. D'un avis général, il fut jugé sans intérêt. L'auteur, qui avait précaution d'employer une écriture secrète, mais facile à déchiffrer, avait, contre, désigné, clairement peut-être, les noms propres. Le procédé parut étrange et le mystification. Néanmoins, la photographie agrandie du document fut soumise à M. Maivy, ministre de l'Intérieur, et à M. Briand, président du Conseil. Aucune suite ne fut donnée à l'affaire.

— S'il y avait eu enquête, qu'il aurait faite ?

— La Sûreté générale, puisque c'était une affaire politique.

— L'original avait-il une valeur ?

— Aucune, une copie était suffisante pour l'enquête, s'il y avait lieu.

Comment le cryptogramme fut-il retrouvé ?

— J'ai communiqué le cryptogramme à M. Briand le même jour que le dossier Berthon. Au retour, j'ai placé le dossier du cryptogramme dans la chemise du dossier Berthon. Il y est resté jusqu'au jour où le dossier Berthon fut demandé par le 3^e conseil de guerre.

M. Richard déclare, sur une question de M. Henri Bonnet, que le capitaine Ladoux a rendu de très grands services.

Enfin, M. Orsatti, archiviste du 2^e bureau et M. Hanera, traducteur du cryptogramme, viennent donner quelques détails déjà connus et fournir sur le capitaine Ladoux d'excellents renseignements.

La Banque de France va émettre des billets pour un nouveau milliard

La commission du budget a adopté, hier, sur le rapport de M. Louis Marin, le projet de loi augmentant d'un milliard le chiffre des émissions de billets de la Banque de France et approuvant la convention qui augmente du même chiffre le montant des avances à consentir à l'Etat.

Préalablement, la commission avait entendu, sur la situation de Trésorerie, M. Sargent, sous-secrétaire d'Etat, qui avait déclaré observer que cette nouvelle avance était absolument indispensable pour assurer les paiements au cours des prochaines semaines.

Faites tenir, contrôler votre Comptabilité par les Etablissements JAMET-BUFFEREAU

96, Rue de Rivoli, PARIS
LYON - NANCY - LILLE - BRUXELLES

LES CONTES D'EXCELSIOR

MAISON DE POUPEE

PAR

PIERRE VALDAGNE

De tous points une poupée ; une poupée charmante. Immenses yeux bleus aux cils recourbés, joues fraîches, une bouche rose et des cheveux blonds. Réalité banale ? Il n'eût pas fallu le dire. Treffort, le mari de Marceline, qui la regardait ainsi fort à son goût.

Tout le monde lui disait :

Votre délicieuse petite poupée de

Marceline !

« Ma poupée ! »

Elle n'était pas qu'une poupée. On

maria à dix-neuf ans, et deux ans de

sa vie n'avaient pas rendu bien grave.

« Ce n'est pas qu'elle ne se donnât, chez elle,

une importance. Mais comme elle était

et que Treffort gagnait pas mal d'argent,

celui de maison du jeune ménage exigeait

expérience, un esprit d'ordre sévère et une

éducation soignée.

« C'est cette application qui manquait à

Marceline. Tout lui était si nouveau

la vie, tout lui paraissait si passionnant

elle changeait d'idée à toute minute, ou-

de donner un ordre, ne se souvenait plus

celui qu'elle venait de donner, et que les

de son intérieur n'allaient pas sans à-

treffort n'y attachait aucune impor-

Il se souciait peu qu'on mangé du veau

jours de suite ou que la femme de

lui apprêtait le même complet pendant

semaine pourvu que Marceline fût gaie,

elle s'amusa d'une robe nouvelle et qu'elle

arrât les méchancetés de la vie.

Cependant, ce jour-là, pendant le déjeuner,

elle Treffort remarqua que sa femme était

occupée et, aussitôt passés dans le salon,

le café, il l'interrogea.

Marceline leva les yeux au ciel comme pour

qu'elle portait un lourd secret dans son

mais elle lui dit de vouloir garder le

secret.

« Son mari insista :

« Qu'est-ce que tu as ? Tu as certainement

quel chose. Un petit ennuï de femme ?... »

« Non ! Tu sais que tu dois tout me dire.

« Je suis très attristée ! prononça Marce-

lin hochant gravement la tête.

« Attristée ! Et pourquoi donc ? »

« Ah ! l'humanité n'est pas belle ! »

Dans la bouche de sa femme, cette affirma-

tion déconcerta parut si inattendue à Treffort,

qu'il se mit à rire :

« Mais qu'est-ce que tu prend, mon pauvre

homme ! Comment ! l'humanité n'est pas

belle ! Bien sûr, non, elle n'est pas

mais, toi, ma chérie, tu n'es pas rien ;

tu es tout pour que tu n'es saches rien ; tu n'es

d'ennemis, que je sache ; on ne te a pas

pas, toi, ni trompée... »

« Si !... Si !... dit Marceline d'une voix

égale.

« Hein ?... On t'a trompée ?... Qui ça ?... »

« Oh ! moi, je pense ! »

« Oh ! toi, Jules, si tu m'avais trompée, tu

me l'aurais dit et je suis triste parce que

tu m'as trompée. »

« Pourquoi ça ? »

« Parce que je serais morte auparavant.

« J'ai été trompée... ou enfin j'ai peur

de l'être et je suis triste parce que

tu m'as trompée. »

« En qui ? »

« En Noémie. »

« Noémie !... Qu'est-ce que tu me chantes

Noémie !... Noémie, c'est la femme de

mon père, et tu me chantes ça ? »

« Noémie, c'est la domestique de tout

le monde, et tu me chantes ça ? »

« Noémie, c'est la femme de mon père, et

tu me chantes ça ? »

« Noémie, c'est la domestique de tout

le monde, et tu me chantes ça ? »

« Noémie, c'est la femme de mon père, et

tu me chantes ça ? »

« Noémie, c'est la domestique de tout

le monde, et tu me chantes ça ? »

« Noémie, c'est la femme de mon père, et

tu me chantes ça ? »

« Noémie, c'est la domestique de tout

le monde, et tu me chantes ça ? »

« Noémie, c'est la femme de mon père, et

tu me chantes ça ? »

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE 5

5 HEURES
DU
MATIN

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

LE SORT DE DANTZIG RÉGLÉ
PAR LE COMITÉ DES QUATRE

LE PORT SERA AUTONOME SOUS LA SOUVERAINETÉ DE LA POLOGNE

Le général Nudant a transmis la demande des Alliés
pour l'envoi des délégués allemands à Versailles.

Le sort de Dantzig a été définitivement réglé au cours de la seule séance qu'a tenue hier le comité des « Quatre ». Leur décision est tenue secrète. Cependant, nous ne serons pas éloignés de la vérité en disant que la grande cité maritime polonaise recevra un statut qui en fera une sorte de ville libre, autonome très large, sous la souveraineté de la Pologne. Cette souveraineté sera affirmée par la présence d'une garnison polonaise.

Telle serait la forme sous laquelle nos alliés retrouveront le port que la Prusse annexa en 1793, « pour dédommagement des dépenses qu'elle entraîna et entraînera la guerre contre les rebelles français ».

Aujourd'hui les Quatre auront à déterminer la solution de l'un des plus graves problèmes qui soient soumis à la Conférence : celui de l'Alsace et des côtes de l'Adriatique. Les plus récentes déclarations des hommes d'Etat italiens donnent à penser qu'ils maintiendront leur programme maximum, à savoir l'extension de la souveraineté italienne sur l'Adriatique et la côte dalmate. Nous avons signalé, d'autre part, que le gouvernement du nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes demande que le litige soit réglé par un plébiscite dans les régions contestées. On doit s'attendre à des controverses extrêmement vives.

Si nous passons au chapitre des questions en suspens, nous trouvons, en premier lieu, celle du projet d'alliance entre la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, alliance qui se superposerait au pacte de la Société des nations pour nous aider à juguler toute agression allemande. La Chicago Tribune a annoncé hier qu'un engagement contracté sous cette forme était superflu, parce qu'il dérivait des stipulations mêmes de la Société des nations, appuyées par des promesses formelles du président Wilson et de M. Lloyd George.

Nous croyons savoir que les plus récentes suggestions tendent à la conclusion d'un pacte spécial, collatéral au traité de paix. Ce projet rencontrerait dans les milieux parlementaires américains un accueil favorable, à condition qu'il fût strictement défensif et n'eût pas à jouer pour le recouvrement des réparations financières.

En ce qui concerne notre mandat en Syrie, nous aurions trouvé en Fernand Faÿ, dont le départ est retardé, un adepte de nos idées et un partisan du maintien de nos droits séculaires.

On perquisitionne à la banque Périer

L'ancienne banque Périer, 59, rue de Provence, actuellement dirigée par MM. Bauer et Marchal, était restée redevable, envers le séquestre des biens de Bolo, de presque 2 millions.

Cette somme, provenant des fonds Bernadotte, avait été envoyée à la banque par l'intermédiaire des banquiers américains Morgan, de New-York.

La justice vient, après enquête, d'estimer que l'ancienne banque Périer n'avait pas suffisamment justifié de l'emploi de ces fonds.

En conséquence, M. Warrain, juge d'instruction, vient d'être chargé par le parquet d'ouvrir une instruction contre inconnu, pour « détournement et recel des biens ennemis placés sous séquestre ».

Hier, dans la matinée, munis d'une commission rogatoire de M. Warrain, MM. Daru, commissaire aux délégations judiciaires, et Doyen, expert comptable, se sont rendus, 59, rue de Provence, après une minutieuse perquisition, effectuée en présence de M. Bauer, le magistrat a pu saisir de nombreuses pièces.

Le directeur de la banque, qui, quelques heures plus tard, devait témoigner dans l'affaire Lenoir-Désouches-Humbert, a vivement protesté contre la perquisition.

m'attendre. Nous serons donc seuls. Nous allons pouvoir nous rendre compte... j'ai peur, mon chéri... j'ai peur !

Les Treffort sont rentrés chez eux. Marceline, fort agitée, pénètre dans sa chambre, pendant que son mari gagne la sienne. Il retire d'abord ses escarpins, qui le blessent un peu, et dénoue sa cravate blanche ; puis, tout de suite, par la porte ouverte, il crie :

« Eh bien ! Marceline... Que s'est-il passé ? As-tu bien ton compte ? »

Mais Marceline ne répond pas. Chez elle, c'est le silence. On n'entend même pas le moindre froufrou de tulle. Et Treffort interpelle sa femme de nouveau :

« Eh bien ! Marceline... Dis-moi vite !... Mais rien ne répond à son second appel ; si bien que Treffort s'inquiète ; il fait quelques pas et gagne la porte.

Ce qu'il voit, c'est ceci : Marceline, qui n'a même pas enlevé son grand manteau, est penchée sur la tablette de la cheminée. Elle contemple, immobile, un petit tas de billets de banque qu'elle touche précautonneusement du bout du doigt, comme si elle craignait de les déranger. Elle ne se retourne même pas au bruit que fait son mari ; elle est là, le front tendu, les yeux fixes. Pour la troisième fois, Treffort l'appelle :

« Voyons, Marceline ! As-tu ton compte ? Alors, la petite poupée blonde se décide. Elle fait un demi-tour sur elle-même et, du ton le plus naturel du monde, elle dit :

« Mon chéri, comment veux-tu que je sache... j'ai mis les billets comme tu m'as dit. Mais, j'ai pas compté, tu penses ! »

« Comment ! Tu penses ! » Tu dis : « Tu penses ! »

Dame... Jules Treffort demeure sans bouger pendant une seconde. Il est visible qu'en lui se livre une violente lutte intérieure ; une petite flamme passe dans ses yeux. Il va, sans doute, se mettre en colère.

Mais il ne se met pas en colère. Peut-on se mettre en colère contre Marceline ?

N'y penses plus !... Couche-toi, ma chère petite !... Dors vite ! Nous tâcherons de trouver autre chose !

Pierre VALDAGNE.

Pour compléter ce court compte rendu de la journée d'hier, nous dirons que le général Nudant a reçu le télégramme — très bref, d'ailleurs — par lequel le gouvernement allemand doit être invité à envoyer des délégués pour prendre connaissance du texte des préliminaires de paix. Le nombre et la qualité de ces délégués devront être indiqués au plus tôt. Rendez-vous leur est donné à Spa, d'où ils seront conduits directement à Versailles. Des leur arrivée dans cette ville on mettra près d'eux une mission militaire, commandée par un colonel. Il ne s'agit point d'une garde. Mais il est probable que toutes mesures utiles seront prises pour leur limiter le contact avec l'extérieur. Ne comptons donc point, pour le moment, sur des sensationnelles interviews. — JEAN MÉNEVAL.

Une version allemande de la convocation

ZURICH, 18 avril. — On mande de Berlin : Le président de la commission d'armistice interalliée à Spa, le général Nudant, a remis, mercredi, à Spa, au président de la commission d'armistice allemande, le général de Hammerstein, le texte du discours prononcé par le président Wilson au Conseil des Quatre concernant la convocation des délégués allemands pour le 25 avril à Versailles.

L'invitation a donc été adressée officiellement aux délégués allemands de se rendre à Versailles le 25 avril pour les négociations de paix. Les délégués allemands quitteront donc Berlin le 22 ou le 23 avril pour se rendre à Paris, probablement via Mayence et Trèves.

Les membres de la délégation de paix allemande qui font déjà partie de la commission d'armistice se rendront directement de Spa à Paris.

La députation dalmate chez M. le président Wilson

Le président Wilson a reçu la députation dalmate, composée des délégués nationaux : MM. Joakim Kunjovic, Simon Matavuj, le docteur Théodore Novakovic et le docteur Bojo Kucic.

La députation dalmate a exposé au président des Etats-Unis la situation des régions dalmates occupées par les Italiens.

Un débat financier s'ouvre au Sénat

Après le dépôt du projet de loi sur la journée de huit heures, qui a été renvoyé à l'examen d'une commission spéciale dont les dix-huit membres seront nommés cet après-midi, — le Sénat a abordé hier la discussion des interpellations de MM. Perchot et Martinet sur la situation financière.

Le sénateur des Basses-Alpes a rappelé l'émou causé par le projet d'impôt sur le capital et par la communication faite à la presse à l'issue d'une audition du ministre des Finances par la commission du budget de la Chambre.

Il n'y a aucune équivoque, interrompit M. Millières-Lacroix ; le ministre avait déclaré que la France s'était enrichie pendant la guerre.

Non ! Je n'ai pas dit cela ! s'insurge énergiquement M. Klotz.

M. Perchot a affirmé que cette inquiétude s'était traduite par une diminution du chiffre des souscriptions mensuelles aux bons de la Défense Nationale.

C'est inexact ! déclara encore M. Klotz.

M. Perchot a cité des chiffres. Il a jargonné longuement avec les milliards et les millions, préconisant finalement de nouveaux emprunts consolidés. La discussion de l'interpellation a été ensuite suspendue.

Un manifeste de la C. G. T. pour le 1^{er} mai

Dans un appel adressé aux travailleurs de France, à l'occasion du 1^{er} mai, la commission administrative de la C. G. T., après avoir enregistré les résultats obtenus, notamment en ce qui concerne la journée de huit heures, définit la manifestation et en fixe le caractère :

« Le chômage sera général. Pour qu'il en soit ainsi, les travailleurs s'inspireront des résolutions et des instructions que leur communiqueront leurs fédérations respectives. »

Le 1^{er} mai doit être uniquement ouvrier, strictement limité à une démonstration d'ouverture.

La démonstration se fera avec le calme et la dignité que confère la puissance. Pour bien montrer ce que peut la force ouvrière quand elle est disciplinée, le travail reprendra le 2 mai pour juger de la valeur de l'effort et se préparer aux nouveaux combats qui devront se poursuivre.

La C. G. T. engage ensuite les organisations ouvrières à réclamer la démobilitisation totale, à protester contre l'intervention en Russie, et contre l'impôt sur les salaires.

Sanglante bagarre à Vienne

BERNE, 18 avril. — Des dépêches de Vienne signalent des troubles assez graves qui se sont produits dans l'après-midi du 17 avril à la réunion des ouvriers sans travail.

Au sortir de la réunion, une délégation tenta de pénétrer au Parlement. On ne voulut pas l'admettre, et dans la mêlée qui se produisit un coup de revolver fut tiré par un policier.

Une grande manifestation eut lieu alors parmi la foule massée sur la place devant le Parlement. Elle envahit le Volkstheater, qui est dans le voisinage, et interrompit la représentation. Elle se livra à des violences contre les policiers présents. Une vive fusillade se produisit. On signala de nouveaux blessés et six morts. On ajoute que le feu a été mis dans deux salles du Parlement.

L'ordre est maintenant rétabli sur la place, mais, dans le voisinage, des coups de revolver se font encore entendre. Le caractère politique de la démonstration n'est pas douteux.

EN BAVIÈRE

TRANCHÉES, BLOCKHAUS,
NIDS DE MITRAILLEUSES
DÉFENDRONT MUNICH

Les troupes gouvernementales sont déjà en contact avec les avant-postes communistes.

BERNE, 18 avril. — Le service allemand de la propagande annonce que Munich est actuellement gouverné presque uniquement par des anarchistes... et des étudiants de vingt-quatre ans.

La Diète bavaroise, qui se trouve à Bamberg, a tombé d'accord avec le président des ministres Hoffmann pour écarter tout scrupule et toute opposition à une intervention extérieure en Bavière. Le gouvernement de l'Empire, de même que le gouvernement wurtembergeois, a fait savoir au président des ministres Hoffmann que, sur le désir exprimé par le gouvernement bavarois, des troupes sont mises à sa disposition.

Les gouvernements actuels de Munich, dans l'attente de combats importants, ont fait occuper les vases d'acier de la ville par l'artillerie de campagne : ils ont fait installer des petits postes tout autour de la ville, creuser des tranchées et installer des abris de mitrailleuses. Les troupes gouvernementales se sont déjà avancées jusqu'à Dachau, qui se trouve tout près de Munich, et elles se trouvent déjà en contact avec les communistes ; elles sont pourvues d'une forte artillerie et préparent une attaque décisive.

Un avertissement anglais à Bela Kun

LONDRES, 18 avril. — Au cours de sa visite à Budapest, le général Smuts avait obtenu des assurances formelles pour la protection des intérêts étrangers en Hongrie. Ayant appris que le gouvernement des Soviets négligeait ses engagements, M. Balfour a averti celui-ci qu'il le rendrait personnellement responsable.

Les troubles de l'Inde

LONDRES, 18 avril. — Une communication officielle de l'Office des Indes annonce l'arrestation de vingt chefs du mouvement insurrectionnel à Gujrat, dans la province du Pendjab. Aucun Européen n'a été molesté. La loi martiale a été étendue à tout le district.

On ne signale pas de nouveaux troubles dans la ville de Bombay.

La traversée aérienne de l'Atlantique

Le major Wood est parti hier, en avion, pour Limerick (Irlande). C'est la première étape de la traversée de l'Atlantique de l'Est à l'Ouest.

NOUVELLES BRÈVES

PARIS

Le général Haliez, commandant en chef de l'armée polonaise, vient d'arriver au président de la République pour lui exprimer la gratitude de la Pologne libérée.

Sur la proposition de M. d'Andigné, le Conseil municipal a émis le vœu que l'Etat ne frappe pas d'un impôt les entrées sur les hippodromes parisiens.

M. et Mme Paderewski ont quitté Paris hier soir, à 21 heures, par la gare de Lyon, dans le Siérop et Orient-Express. Ils reviendront à Paris après les fêtes de Pâques.

S. M. la reine de Roumanie a fait transporter à M. Chassinaye-Guyon, président du Conseil municipal, ses remerciements pour les reproductions en gravures des tableaux qui décoraient le salon des Arcades de l'hôtel de Ville.

Le sous-secrétaire d'Etat de l'Administration de la Guerre a arrêté les conditions dans lesquelles les casques-souvenir sera remis aux combattants de la Grande Guerre.

Le conseil de l'U.R.S.S.A. a décidé de nommer une commission spéciale chargée d'étudier toutes les modifications proposées à l'organisation actuelle de cette société.

Au nom de la commission de l'Armée, M. Henry Poincaré présente un rapport favorable à la proposition de résolution de M. Pasqual, qui invite le gouvernement à élire à l'ordre de la nation les olages français rapatriés d'Allemagne.

L'Association des Amis de la Terre Sainte a constitué son comité directeur sous la présidence d'honneur de S. E. le cardinal Mercier, archevêque de Malines, et la présidence effective de M. Joseph Reinach.

M. Lécuyer, président de la commission d'inspection de la Cour de Justice, a interrogé hier, M. Cailaux.

On recherche une jeune femme de 25 ans et deux fillettes, vues en compagnie de Landry, qui les présentait comme ses nièces et qui ont le surnom d'avoir fait disparaître quatre fois.

La police recherche Kizkin, un Russe, qui a disparu après avoir commis 150.000 francs de détournements.

DEPARTEMENTS

La catastrophe de Grisé a fait 71 victimes, dont 23 morts.

Hier soir, au milieu de Marseille, un important incendie s'est déclaré, atteignant le vapeur japonais Shampo-Maru. Les dégâts sont importants.

ETRANGER

Le général sir Robertson a quitté Londres hier pour Cologne, où il va prendre le commandement des forces britanniques d'occupation.

Les dernières nouvelles d'Italie sont tout à fait rassurantes. La grève générale qui avait été déclarée a cessé ; le calme règne partout. L'Assemblée nationale tchéco-slave a voté, hier, la loi sur l'expropriation, avec indemnité, des domaines au-dessus de 250 hectares.

On mande de Berne que la grève du bassin de la Ruhr peut être considérée comme perdue par les mineurs. Plus de 75.000 mineurs ont repris le travail et 32 puits fonctionnent.

Le Conseil fédéral helvétique estime que l'adhésion de la Suisse à la Société des Nations doit dépendre d'un plébiscite et d'un vote des classes.

L'amiral Henry Mayo a été nommé commandant de la flotte américaine de l'Atlantique.

Le nouveau ministre finlandais a été formé hier. Tous les ministres sont des partis bourgeois et républicains, sauf deux qui appartiennent au parti suédois.

Le soldat Runge, assassin présumé de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, a été arrêté et incarcéré à Berlin.

TOUTOUNE ET SON AMOUR

ROMAN INÉDIT

par M^{me} LUCIE DELARUE-MARDRUS

VI

L'attente

Pendant plus de huit jours, elle vécut éblouie encore, parfumée encore : l'annonce, elle promettait son bonheur sur les routes tragiques de l'arrière-saison, au vol étincelant et silencieux de sa bicyclette.

Les leçons et les devoirs, bachelés plus encore que d'ordinaire, la faisaient pourtant souffrir plus que jamais. Une agitation heureuse l'empêchait de rester deux minutes en place. Et le sourire de ses dents de petit loup mettait une lueur dans son visage enfantin si curieusement nuancé de beige, et qui semblait, en toutes lettres, avoir été passé dans la même teinture que ses deux grosses nattes sèches et que ses yeux bizarres.

Au manoir, Mme Lacoste réparait en bougonnant le désordre laissé par le passage pillard du papa et de la maman.

Une table de rotin remplaça bientôt la commode de Toutounne, un rocking-chair la bergère du fumoir. Retrouv

BLÉS — an mois, avec
ou sans pension **HOTEL D'ORLÉANS** 50, r. Jacob
Saxe 20-29

Succursales : PARIS, 1, Place de Clichy;
LYON, MARSEILLE, BORDEAUX
NANTES, NANCY, ANGERS.

Envoi franco du Catalogue
et d'Echantillons sur demande.

AGENTS GÉNÉRAUX : PARIS, 1, Place de Cléchy;
LYON, MARSEILLE, BORDEAUX;
NANTES, NANCY, ANGERS.

18

servant d'Eleveuse, Abo-cuisier, Séchoir, etc.
Bon marché : 40 francs
Appareil construit et exploité en Suisse par
l'inventeur A. BERTHIER, ingénieur civil,
maire de Confignon, Genève.

BREVETS à VENDRE
 Gros bénéfices à réaliser
COUVEUSE ÉLECTRIQUE
 Appareil construit et exploité en Suisse par
 l'inventeur A. BERTHIER, ingénieur civil,
 maître de Confignon, Genève.

Ayuntamiento de Madrid

BLÉS — an mois, avec
ou sans pension **HOTEL D'ORLÉANS** 50, r. Jacob
Saxe 20-29

C. E. T. S. A. et au Sous-Secrétaire d'Etat.
adresser, AVANT LE 30 AVRIL, à M. le Direc-

BLÉS an mois, avec ou sans pension
HOTEL D'ORLÉANS 50, r. Jacob
Saxe 20-29

[illegible]

